

Je voudrais entendre le ministre nous promettre que cette incidence sur l'emploi de l'économie ne sera pas différée d'un an complet, tandis que le ministre négocie des accords provisoires alors que ces deux projets doivent être approuvés d'ici au 1^{er} août.

M. Lalonde: Je le répète, madame le Président, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec les représentants d'Alsands et de discuter l'affaire avec eux. Le député sait également que le problème au sujet d'Alsands n'est pas imputable au gouvernement fédéral mais au gouvernement albertain qui a refusé jusqu'ici d'autoriser Alsands à entreprendre les travaux.

Une voix: Qui a parlé d'un cas de force majeure?

M. Lalonde: Si le gouvernement albertain donne l'autorisation voulue, je suis persuadé que la société Alsands s'empresera de se mettre à la tâche. De fait, elle a décidé, comme le député le sait, d'engager des frais sans avoir obtenu une ferme autorisation du gouvernement albertain. Cela montre donc clairement, je crois, qui, à l'heure actuelle, assume la responsabilité.

* * *

● (1425)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE DÉSARMEMENT—ON S'OPPOSE À LA TENUE À OTTAWA D'UNE CONFÉRENCE SUR LES ARMEMENTS

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que, dans le discours du trône, le gouvernement a promis de s'employer à réaliser la paix et le désarmement mondiaux et puisque nous n'avons pas encore d'ambassadeur au désarmement, le ministre peut-il nous dire pourquoi le gouvernement canadien se fera l'hôte, au Centre des conférences, ici à Ottawa, du 24 au 26 juin prochain, d'une conférence spéciale sur l'amendement, parrainée par la American Defence Preparedness Association?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, ce n'est pas le Canada mais bien la American Defence Preparedness Association qui sera l'hôte de cette conférence. Nous avons offert d'aider cet organisme parce que nous croyons qu'il est dans l'intérêt du Canada de s'assurer que cette conférence se déroule tel que prévu.

LE RAPPORT DE LA GRC SUR LES ACTIVITÉS DE LA SPACE RESEARCH CORPORATION

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Je me permets de ne pas être d'accord, madame le Président. Le gouvernement se fait l'hôte de la conférence et a mis le Centre des conférences à la disposition des organisateurs afin que la conférence puisse avoir lieu avec la permission du ministre. Un certain nombre de hauts fonctionnaires de la Défense nationale et du ministère de l'Industrie et du Commerce y prendront

Questions orales

part de même que des dirigeants de la Space Research Corporation. A propos de cette dernière, j'aimerais poser ma question supplémentaire au ministre de la Justice ou, en son absence, au ministre suppléant ou au premier ministre s'il s'intéresse à la question.

Étant donné que la Space Research Corporation participera à cette conférence à huis clos sur les armements et étant donné qu'elle a été récemment condamnée par les tribunaux américains pour avoir vendu illégalement des armes à l'Afrique du Sud en violation de l'embargo décrété par l'ONU sur les armes, le ministre ou le premier ministre peuvent-ils dire à la Chambre pourquoi on a tenu secret le rapport de la GRC sur les activités de la Space Research Corporation et quand on le rendra public, si jamais on le fait?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, j'ignore la plupart des faits dont le député vient de parler, mais je serai heureux de prendre note de la question au nom du ministre.

Mlle Jewett: Madame le Président, je vais donc m'adresser à un ministre qui est là, soit le ministre des Approvisionnements et Services. Le ministre pourrait-il confirmer les nouvelles qui circulaient récemment selon lesquelles le gouvernement voudrait que la société Canadian Arsenals Limited acquière des intérêts importants dans la Space Research Corporation, et si cette part comprendra les 20 p. 100 qu'Armcor, la fabrique d'armements du gouvernement de l'Afrique du Sud, possède actuellement?

Pourrait-il également préciser quels contrats ont passé les ministères et les organismes du gouvernement avec la Space Research Corporation?

L'hon. J.-J. Blais (ministre des Approvisionnements et Services): Pour ce qui est de la première partie de la question de l'honorable représentante, madame le Président, c'est une affaire dont je dois saisir le cabinet; par conséquent, j'espère que l'honorable représentante voudra bien attendre jusqu'à la fin du mois et me permettre de le faire, ce qui me permettra de fournir à la Chambre des renseignements plus complets.

Je prends note de la seconde partie de la question de l'honorable représentante et je lui fournirai une autre fois le renseignement qu'elle demande.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMONWEALTH BRITANNIQUE

Mme le Président: Je voudrais attirer l'attention des députés sur la présence à la tribune de l'honorable Nicholas Ridley, ministre d'État aux Affaires étrangères et du Commonwealth britannique.

Des voix: Bravo!